



**HAL**  
open science

# La vague de coups d'Etat en Afrique de l'Ouest est-elle un point de bascule ?

Bourdjolbo Tchoudiba

► **To cite this version:**

Bourdjolbo Tchoudiba. La vague de coups d'Etat en Afrique de l'Ouest est-elle un point de bascule ?. 2024. <hal-04561945>

**HAL Id: hal-04561945**

**<https://hal.science/hal-04561945v1>**

Preprint submitted on 1 May 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



ETALAB - Open licence

# **La vague de coups d'Etat en Afrique de l'Ouest est-elle un point de bascule ?**

**TCHOUDIBA Bourdjolbo, doctorant en Sciences Politiques, UPEC-LIPHA**

## **Résumé**

Au cours de ces dernières années, l'Afrique de l'Ouest a fait la différence en optant sérieusement pour une culture démocratique optimale. Les coups d'Etat avaient drastiquement diminué et soudain, la sous-région se retrouve plonger dans une nouvelle vague de prise de pouvoir par les armes et qui s'accompagnent des conséquences sur plusieurs plans. Le Mali, la Guinée Conakry, le Burkina-Faso et le Niger et cela ne semble pas être la fin. Tout se passe dans des pays à dénominateur commun, des anciennes colonies françaises qui font face à une crise multidimensionnelle, chaperonnée par l'impasse sécuritaire et les menaces terroristes. Des pays avec lesquels, la France a su garder des relations tendues à travers des vieilles méthodes (françafrique) dont les nouveaux leaders et les peuples portés par le *néo-souverainisme* ne veulent plus entendre et comme palliative, se tournent vers des nouveaux horizons. Des coups d'État qui se multiplient par effet dominos dans un contexte de redéfinition de l'ordre mondial porté par les puissances comme la Chine, la Russie, la Turquie ou encore l'Inde au nom du Sud global. Cette récente vague de coups d'Etat enclenche la réforme de la gouvernance sécuritaire commune en Afrique de l'Ouest considérée comme un échec. Un échec qui a servi de prétexte aux putschistes de mettre sur pieds l'Alliance des Etats du Sahel (AES), un accord de défense collective et d'assistance mutuelle.

**Mots clés** : Coups d'Etat, Démocratie, Crise, Françafrique, Afrique de l'Ouest.

## **Abstract**

Over the last few years, West Africa has made a difference by seriously opting for an optimal democratic culture. Coups d'état had been drastically reduced, but suddenly the sub-region found itself plunged into a new wave of armed seizures of power, with consequences at several levels. Mali, Guinea Conakry, Burkina Faso, and Niger, and there seems to be no end in sight. It's all happening in countries with a common denominator, former French colonies facing a multidimensional crisis, underpinned by a security impasse and terrorist threats. These are countries with which France has maintained tense relations through old methods (françafrique),

but whose new leaders and peoples, buoyed by neo-sovereignism, no longer want to listen, and as a palliative are turning to new horizons. Coups d'états are multiplying as a domino effect against a backdrop of redefining world order driven by powers such as China, Russia, Turkey and India in the name of the global South. This recent wave of coups d'état has set in motion the reform of common security governance in West Africa, which is considered a failure. This failure has served as a pretext for the coup plotters to set up the Alliance of Sahel States (AES), a collective defense and mutual assistance agreement.

Key word: Coups d'état, Democracy, Crisis, Françafrique, West Africa.

## **Introduction**

Cette récente vague de coups d'État, qualifiée d' « épidémie » par Antonio Guterres, le SG de L'ONU, constitue l'un des facteurs de la recomposition de ces Etats qui souffrent dans leur ensemble de problèmes de développement et de modèle de gouvernance. Qu'on l'accepte ou pas, les coups d'Etat dont les raisons sont diverses, sont devenus dans plusieurs pays d'Afrique francophone, le seul moyen de déblocage de la situation ou de l'alternance politique qui requiert le soutien de la jeune génération mu par le « néo-souverainisme ». Ils ne sont pas certes de solutions idoines à la résolution de cette crise multidimensionnelle qui va crescendo. Et l'approche de leur éradication par la Communauté internationale à travers des sanctions économiques et/ou l'interventionnisme militaire, semble inefficace avec des rudes impacts sur la population, prise entre le marteau et l'enclume. Cette récente vague de coup d'Etat attise des critiques et des inquiétudes sur le recul démocratique. La crainte de l'impunité surgit de plus en plus avec la montée de ces régimes militaires. Des hommes qui peuvent faire tout ce qui leur semble bon au moment où rien ne pourrait leur empêcher. Alors quelles sont les causes-conséquences-solutions de cette dernière vague des coups d'Etat et constituent-ils un point de bascule ?

## **Les principaux facteurs de cette vague de coups d'Etat**

Selon les travaux de deux chercheurs américains de l'University of Kentucky, Jonathan Powell et Clayton Thyne (2011), un coup d'État est une « tentative illégale et manifeste de l'armée ou de l'élite au sein de l'appareil d'État de renverser l'exécutif en place »<sup>1</sup>. Il y a une différence entre un coup d'Etat et les autres modes illégaux ou anticonstitutionnelles de prise de pouvoir

---

<sup>1</sup> Jonathan M Powell & Clayton L Thyne., 2011. Global instances of coups from 1950 to 2010: A new dataset Department of Political Science, University of Kentucky, Journal of Peace Research 48(2) 249–259

comme la rébellion, les soulèvements populaires ou encore la modification de la Constitution. Un coup d'Etat vise un président au pouvoir dont les auteurs font partie du gouvernement, des militaires et des civiles. Mais la réussite d'un coup d'Etat dépend en grande partie des militaires que des civiles. C'est bien sûr le côté spontané et imprévisible, méthodique et silencieux, forcé et illégitime des militaires qui donnent de l'ancrage à un coup d'Etat à l'image de cette récente vague en Afrique de l'Ouest.

Ce va et vient entre la démocratie et anarchie, ressemble plutôt à des symptômes d'une crise multidimensionnelle profonde dont les facteurs sont en même temps endogènes et exogènes. En ce qui concerne les facteurs externes, on ne passera pas par plusieurs chemins pour dénoncer le néocolonialisme qui est la relique des indépendances inachevées ou des décolonisations imparfaites dans ces pays à l'agonie qui subissent les soubresauts des hommes en treillis désormais applaudis par la masse. L'exemple le plus en vue s'explique à travers le bras de fer qui a accompagné le récent retrait de l'armée française au Niger à la demande des putschistes. Pourtant, elle l'a fait au Mali et au Burkina-Faso au premier claquement de doigts des putschistes. Cependant, le départ de l'armée française de ces pays respectifs sous la houlette des putschistes marque une étape importante dans la recomposition des relations franco-africaines dont un point de bascule.

Les pays les moins développés sont les plus exposés aux coups d'Etat. Cela semble corroborer le fait que tous les pays d'Afrique de l'Ouest qui font face à cette rude vague de coups d'Etat sont parmi les plus pauvres de la planète. Les facteurs extrinsèques et brusques comme les crises environnementales et sanitaires viennent à travers des conséquences socio-économiques qui touchent directement et en premier lieu, la population très pauvre, s'y rajouter. Des crises climatiques et sanitaires (COVID-19) qui ont levé le voile sur l'incapacité de ces États à résoudre des problèmes de politiques publiques dont un État normal est censé résoudre. Cela suscite de mécontentements au sein de la population et de la société-civile qui soutiennent sans aucune autre solution, des coups d'Etat. Ce qui prouve que les coups d'Etat vont continuer à se multiplier en Afrique avec des emprises très négatives sur les processus de la démocratisation enclenchés depuis quelques années dans ces pays respectifs. Sur les anciens facteurs qu'on pourrait qualifier de classique, s'ajoutent les nouveaux, teintés de néo-souverainisme et, de propagandisme.

## **Les points communs de ces coups d'Etat**

« Au Niger comme au Mali, au Burkina, en Guinée ... les renversements de pouvoir sont intervenus dans des contextes particuliers : crise sécuritaire dans certains pays, crise de gouvernance dans d'autres, crise postélectorale dans le dernier »<sup>2</sup>. Les sanctions économiques et financières, les menaces d'intervention militaires n'arrivent guère à dissuader les putschistes qui pourtant, on le pense, ont été vaccinés contre les prises de pouvoir par les armes. On dirait que les cours de déontologie et de l'éthique militaire n'ont pas été bien assimilés par ces putschistes. Des chefs des unités d'élites, ils ont préféré se documenter sur les techniques de coups d'Etat théorisées par Curzio Malaparte (1931), l'écrivain italien. « Nul besoin désormais de mobiliser un peuple afin de conquérir le pouvoir. Pour renverser un régime, il suffit d'une organisation technique et tactique, d'un nombre restreint d'individus capables de paralyser, pendant quelques heures, les administrations »<sup>3</sup>. Un essai politique qui répond à la question de comment s'emparer et défendre les rênes du pouvoir d'un État moderne, en s'inspirant du coup d'Etat bolchevique de 1917, la marche sur Rome de Mussolini, le 18 brumaire de Bonaparte, etc.

On est-il dans une situation de refus des militaires de se soumettre aux valeurs démocratiques ? La place des militaires se trouve dans les casernes et leur rôle est de garantir le respect des institutions et des autorités gouvernementales. Le fait que ces coups d'Etat trouvent de soutien infaillible dans l'armée mais aussi et surtout dans la grande masse, démontre à suffisance que les points communs de ces coups d'Etat ne se retrouvent pas dans la trahison ou le refus de l'adhésion aux valeurs républicaines et démocratiques. Presque tous ces pays qui ont fait l'objet de coups d'Etat ont reformé leur armée.

L'un des éléments les plus apérants de cette vague de coups d'Etat se trouve dans le fait que tous les pays ayant fait l'objet de putschs, renforcent leurs liens et deviennent de plus en plus complémentaires avec l'aide de certaines puissances qui ne cachent pas leur volonté de les soutenir, cherchant par la même occasion de l'opportunité de réseautage. À ce niveau, deux grandes peurs sortent du lots. Les putschistes en se soutenant peuvent former un groupe dynamique et dès lors, plusieurs chemins s'ouvriront à eux : celui de l'autoritarisme, du juste milieu ou de retour à la démocratie. L'autre grande peur proviendrait du caractère opportuniste

---

<sup>2</sup> Coups d'Etat : pourquoi nul n'est à l'abri ? Jeune Afrique par François Soudan, 31 août 2023 <https://www.jeuneafrique.com/1475200/politique/coups-detat-pourquoi-nul-nest-a-labri-par-francois-soudan/>

<sup>3</sup> Curzio Malaparte., 1931. Technique du coup d'État, Ed Grasset, 224 pages.

de ces coups d'Etat dont d'autres pourront être tentés de rejoindre cette nouvelle corporation de putschistes qui prend de l'empire. Ce qui pourrait entraîner l'Afrique de l'Ouest dans un nouveau cycle et cercle vicieux d'un phénomène qui pourrait devenir une normalité.

Il est important de répéter le fait que le putsch au Niger ne répond pas aux mêmes principes que ceux du Mali et du Burkina-Faso, mais tous viennent de se mettre en commun autour d'une nouvelle alliance de défense collective. Tous ont demandé le départ de l'armée française de leurs territoires en exhibant un même alibi. Cette unanimité de position sur les relations qu'entretiennent la France avec leurs pays respectifs semblent démontrer la recomposition de l'ordre mondial dont les pions essentiels pourront être ces pays africains potentiellement riches en ressources naturelles et humaines.

### **Qu'est-ce qu'il faut faire ?**

Nous devrions tomber d'accord sur le fait que toutes les formes de changement anticonstitutionnel sont à bannir de nos pensées. Elles ne résolvent rien à long terme car les solutions à court terme ne sont pas efficaces. À ce niveau, il est intéressant d'aller vers des perspectives nouvelles à l'image de celle qui est chère à Achille Mbembe à travers la "démocratie substantive"<sup>4</sup>. Entre la prise de pouvoir par les armes et celle par la voie démocratique. Le choix est clair, c'est la voie démocratique qui est la meilleure mais pas n'importe laquelle. Une démocratie rénovée qui s'appuierait sur des nouvelles approches afin de lutter contre les dérives qui ont conduit à sa décredibilisation par la population jusqu'à soutenir les coups d'Etat.

Les menaces contre la démocratie sont nombreuses et se trouvent dans la forme des systèmes démocratiques elle-même. On ne peut être arbitre et joueur en même temps raison pour laquelle, il faut aller véritablement et objectivement vers la réforme des institutions de ces pays respectifs afin qu'il y ait un véritable équilibre de pouvoirs (législatif, exécutif et judiciaire). Ainsi on pourrait lutter contre l'hyper-présidentialisme qui conduit à la décapitation des constitutions (révision de la constitution pour le seul intérêt de se maintenir au pouvoir) et tous les vices qui s'y rattachent comme la corruption, népotisme, clientélisme et surtout la violation des droits de l'homme et des libertés.

---

<sup>4</sup> Achille Mbembe., 2023. Afrique-France : neuf thèses sur la fin d'un cycle, Le Grand continent <https://legrandcontinent.eu/fr/2023/09/04/afrique-france-la-fin-dun-cycle-fr/>

A la Tribune de l'ONU, lors de son 78<sup>e</sup> AG, Mamadi Doumbouya, Président de la Transition guinéenne, lui aussi putschiste, demandait à la Communauté Internationale de se pencher sur les vraies causes des coups d'Etat et non seulement les conséquences. Car pour lui, l'Afrique souffre du modèle de sa gouvernance qui est en déphasage avec son quotidien. Un modèle démocratique imposé par l'Occident et qui est la cause d'une grande partie des problèmes. Pour lui, les putschistes ne sont pas ceux qui viennent au pouvoir par les armes uniquement, mais aussi les dirigeants qui modifient la Constitution pour se maintenir au pouvoir. Cela constitue l'une des raisons des putsch.

Selon A. Belkin et E. Schofer (2003)<sup>5</sup>, le renforcement de la société-civile, la légitimité et la crédibilité du gouvernement aux yeux de la population qui demeure le premier arbitre, l'histoire et la manière de gérer les putschs passés et la mise en place des blocages institutionnels constituent les facteurs de prévention des coups d'Etat. Les connaissances théoriques sur les facteurs qui prédisposent les régimes à la vulnérabilité aux coups d'État fournissent les bases d'une mesure améliorée basée sur la force de la société civile, la légitimité et les coups d'État passés<sup>6</sup>.

## **Conclusion**

Comme un point de bascule, nous assistons à une vague de coups d'Etat applaudie par la population, mais qui constitue un danger pour le processus démocratique en Afrique de l'Ouest. Ces putschistes sont dans une démarche de s'agripper au pouvoir pour longtemps. Les raisons invoquées sont floues et ressemblent à de la poudre et personne n'est à mesure de sortir un calendrier raisonnable du retour à l'ordre constitutionnel. Ils vont se heurter très vite à des obstacles liés aux enjeux et défis de gouvernance démocratique et de développement qui pourront provoquer d'autres coups d'Etat. C'est à ce niveau que les organisations internationales sont appelées à intensifier des actions multiformes susceptibles promouvoir et de sauvegarder les acquis démocratiques. Afin que certains pays comme le Sénégal, qui font l'exception, malgré les dérives démocratiques récentes, ne puissent pas tomber dans le même piège mais qu'ils puissent plutôt comme une boussole, aider ces différents pays en crise politique et démocratique au retour à l'ordre constitutionnel.

---

<sup>5</sup> Belkin, A. et Schofer, E. (2003). Vers une compréhension structurelle du risque de coup d'État. *Journal de résolution des conflits*, 47 (5), 594-620. <https://doi.org/10.1177/0022002703258197>

<sup>6</sup> Belkin, A. et Schofer, E. (2003). *Ibid.*